

Les enjeux en assurance inondation au Québec



BAC

Bureau d'assurance
du Canada

Pierre Babinsky, directeur des communications et des affaires publiques, Québec

31 mai 2022



Présentation

- Les coûts des sinistres catastrophiques & inondations (pertes assurées) Monde, Canada, Québec
- Le programme public du gouvernement et l'arrimage avec l'assurance privée
- La couverture d'assurance inondation (privée-assureurs)
- Les enjeux en assurance inondation
- Les travaux du BAC sur l'inondation et les catastrophes naturelles



Le coût des catastrophes naturelles et des inondations (pertes assurées) Monde, Canada, Québec

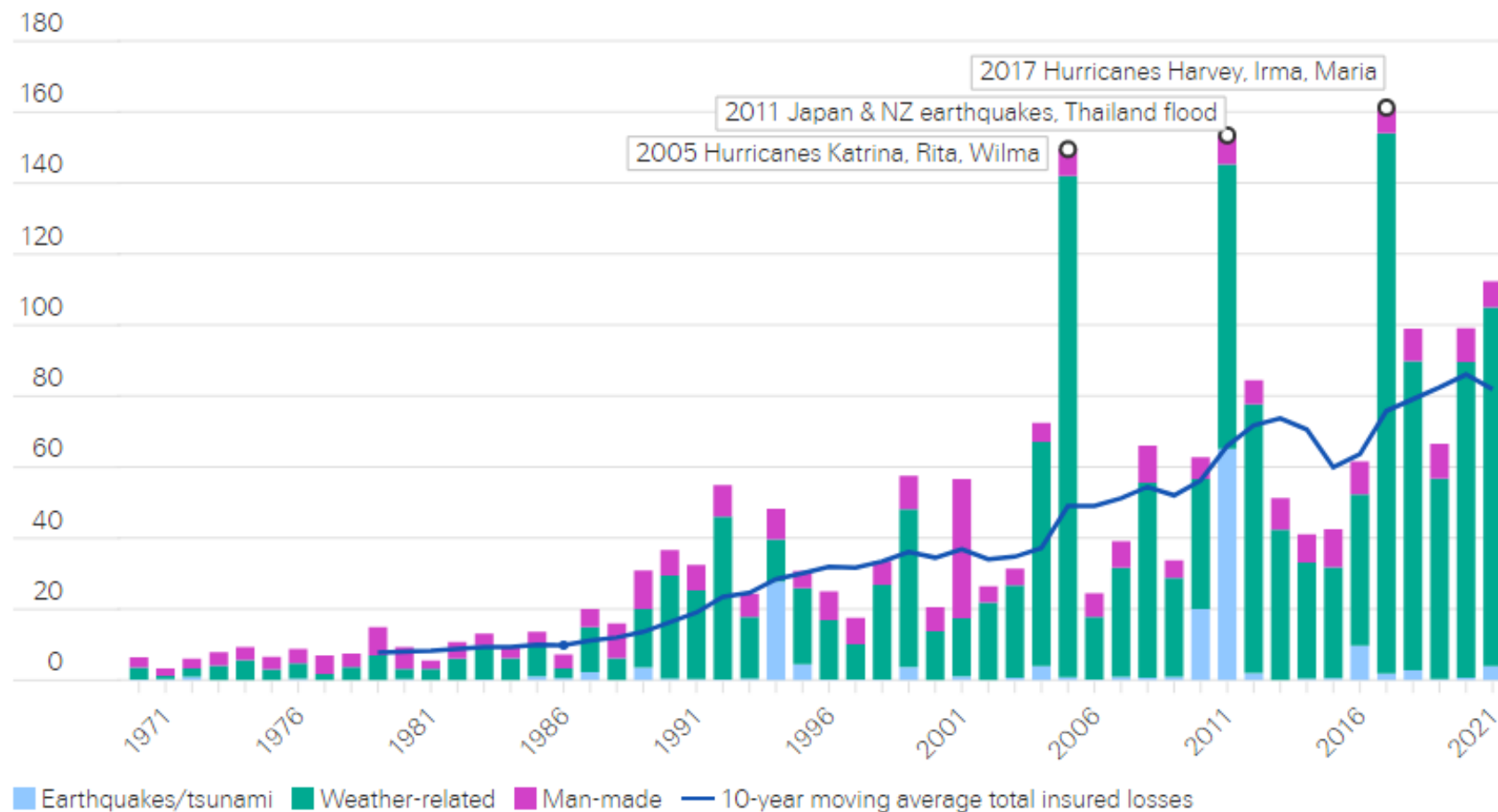


Monde: pertes assurées en catastrophes naturelles depuis 1970

Figure 1: Insured losses since 1970

USD billion (in 2021 prices)

Rollover/touch chart for details



Source: Swiss Re Institute

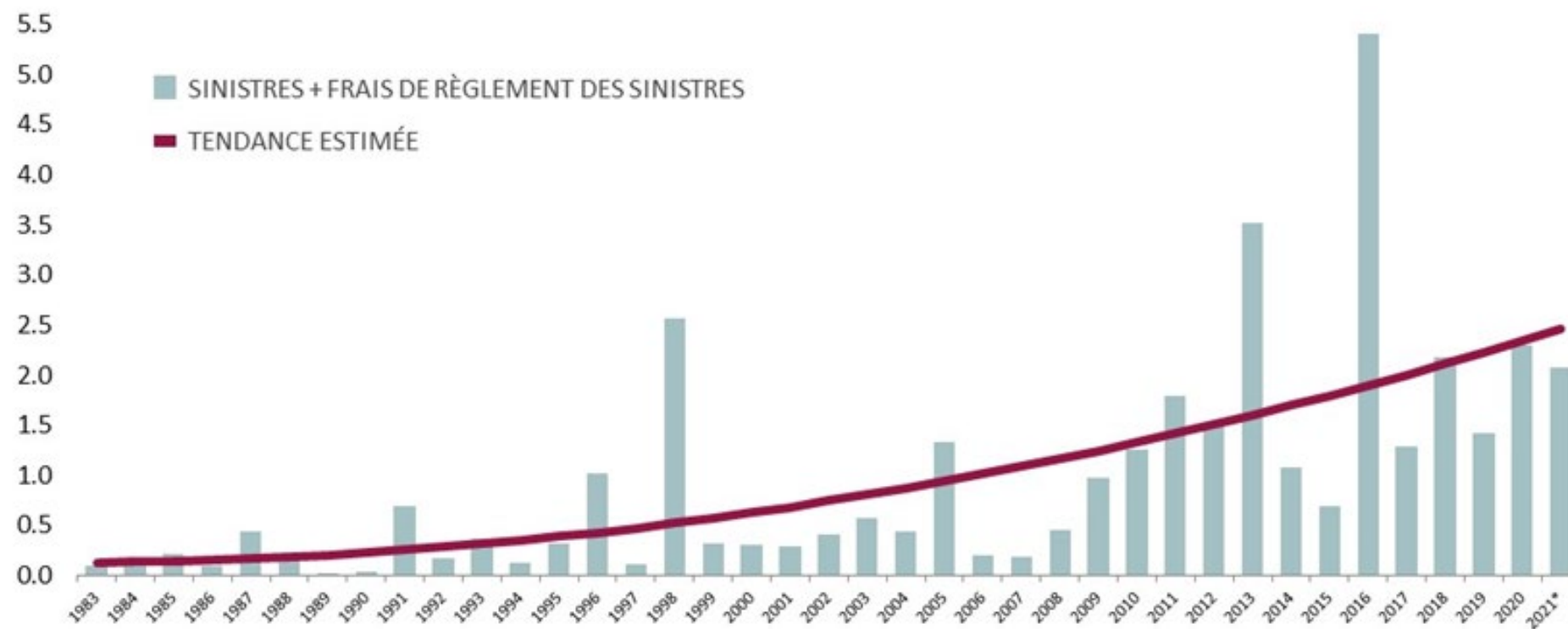


Canada: Évolution des sinistres catastrophiques assurés

Coût moyen dernière décennie: de 2 G\$/an

* Un sinistre catastrophique = un événement entraînant des dommages aux biens assurés de 25 millions de dollars ou plus.

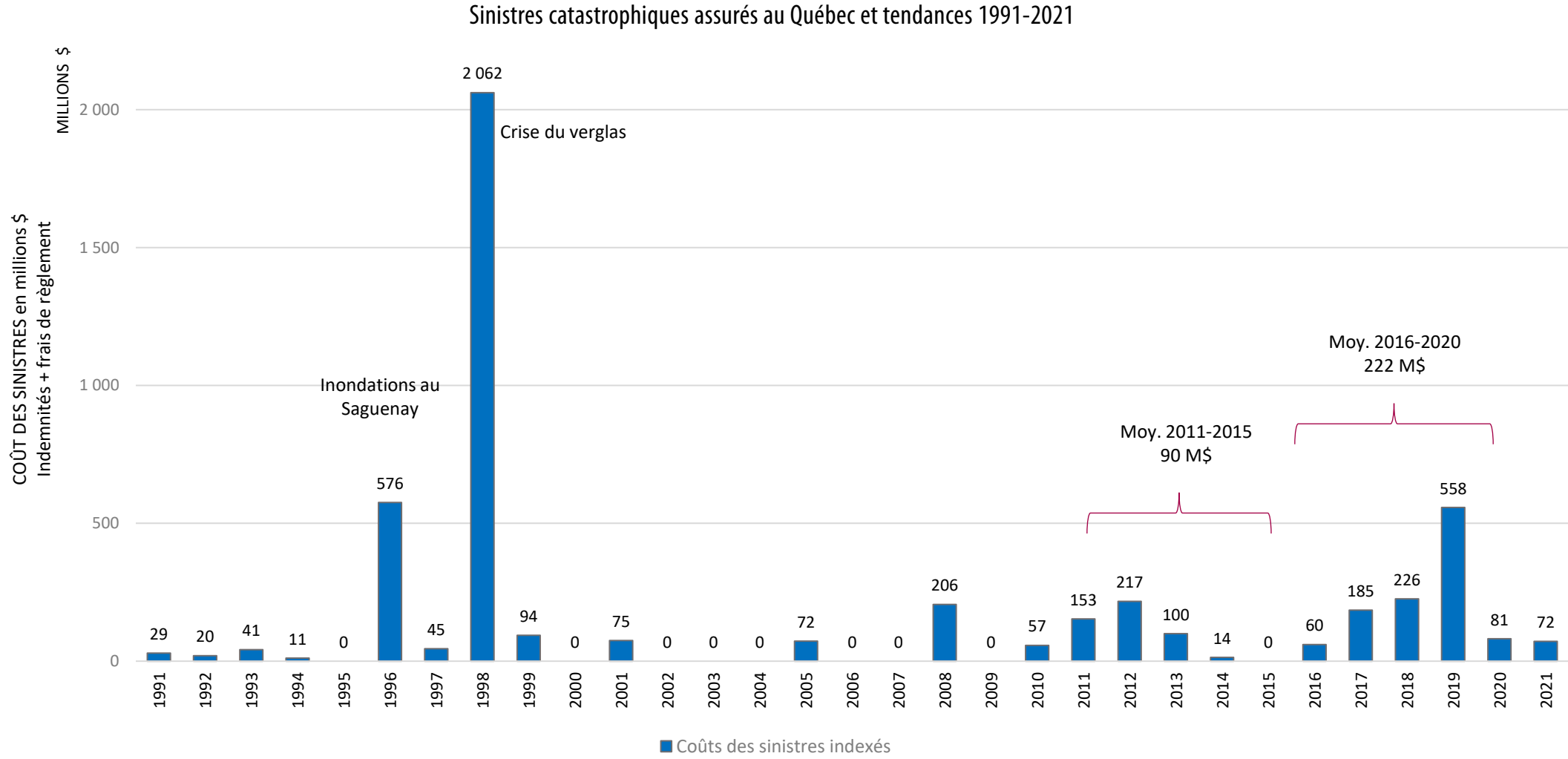
Milliards de dollars



Sources : Assurances de dommages au Canada (BAC), PCS, CatIQ, Swiss Re, Munich Re et Deloitte.
Valeurs en \$ CA de 2020, * provisoires pour 2021



Québec: Évolution des sinistres catastrophiques assurés – 30 ans





Les inondations de 2017 et 2019 au Québec en chiffres

2017

- 293 municipalités touchées
15 régions administratives
- + 6000 réclamations au Programme public d'aide financière du gouvernement
- 300 millions \$ payés par le Gouvernement du Québec en pertes non assurées
- +10 000 réclamations auprès des assureurs de dommages
- 136 millions \$ en pertes assurées pour les assureurs de dommages

2019

- 314 municipalités touchées
16 régions administratives
- +7 600 réclamations au Programme public d'aide financière du gouvernement
- 390 millions \$ payés par le Gouvernement du Québec en pertes non assurées
- +10 200 réclamations auprès des assureurs de dommages
- 186 millions \$ en pertes assurées pour les assureurs de dommages



Le programme public d'assistance du gouvernement et l'arrimage avec l'assurance privée



Comment fonctionne l'arrimage de l'assurance privée-programme public

- Le programme du gouvernement (ministère de la Sécurité publique) vise une indemnisation pour les **biens essentiels, mais tient compte de l'assurance privée que détient le sinistré**
- Si des biens endommagés ne sont pas admissibles à un remboursement par le programme gouvernemental, ils pourront être réclamés à l'assureur privé (assurance habitation)
- Liste de biens est fournie aux assureurs pour le programme



La couverture d'assurance inondation (privée – assureurs)



L'assurance inondation privée au Québec

La protection (avenant) **débordement d'un cours d'eau**

- En 2017, la protection a été ajoutée automatiquement à toutes les polices pour les habitations à faible risque par certains assureurs
- Les assurés ont, pour la plupart, conservé cette protection même avec l'ajout d'une prime (+ de 10 assureurs participants désormais)
- Taux de souscription en 2021: **46 %**

Avenant souscrit	2017	2018	2019	2020	Variation 1 an	Variation 4 ans
Débordement d'un cours d'eau	30,78%	41,01%	43,87%	45,81 %	4,4 %	48,8 %



Coût moyen \$ des sinistres – Par risque

	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 1 an	Variation 5 ans
Dégâts d'eau	9 732	10 593	10 737	12 384	11 875	(4,1 %)	12,1 %
Installations sanitaires	10 086	10 298	11 211	13 014	13 055	0,3 %	26,8 %
Infiltration - Sol et égout	10 414	12 161	11 506	12 718	11 393	(10,4 %)	(6,3 %)
Infiltration - Pluie et neige	5 974	6 034	7 183	8 995	7 899	(12,2 %)	30,9 %
Débordement d'un cours d'eau	n/a	15 312	14 252	26 685	11 416	(57,2 %)	(25,4 %)
Coût moyen sinistre habitation - tous	10 654	11 280	11 963	12 714	14 221	11,9%	33,5%



Les enjeux en assurance inondation



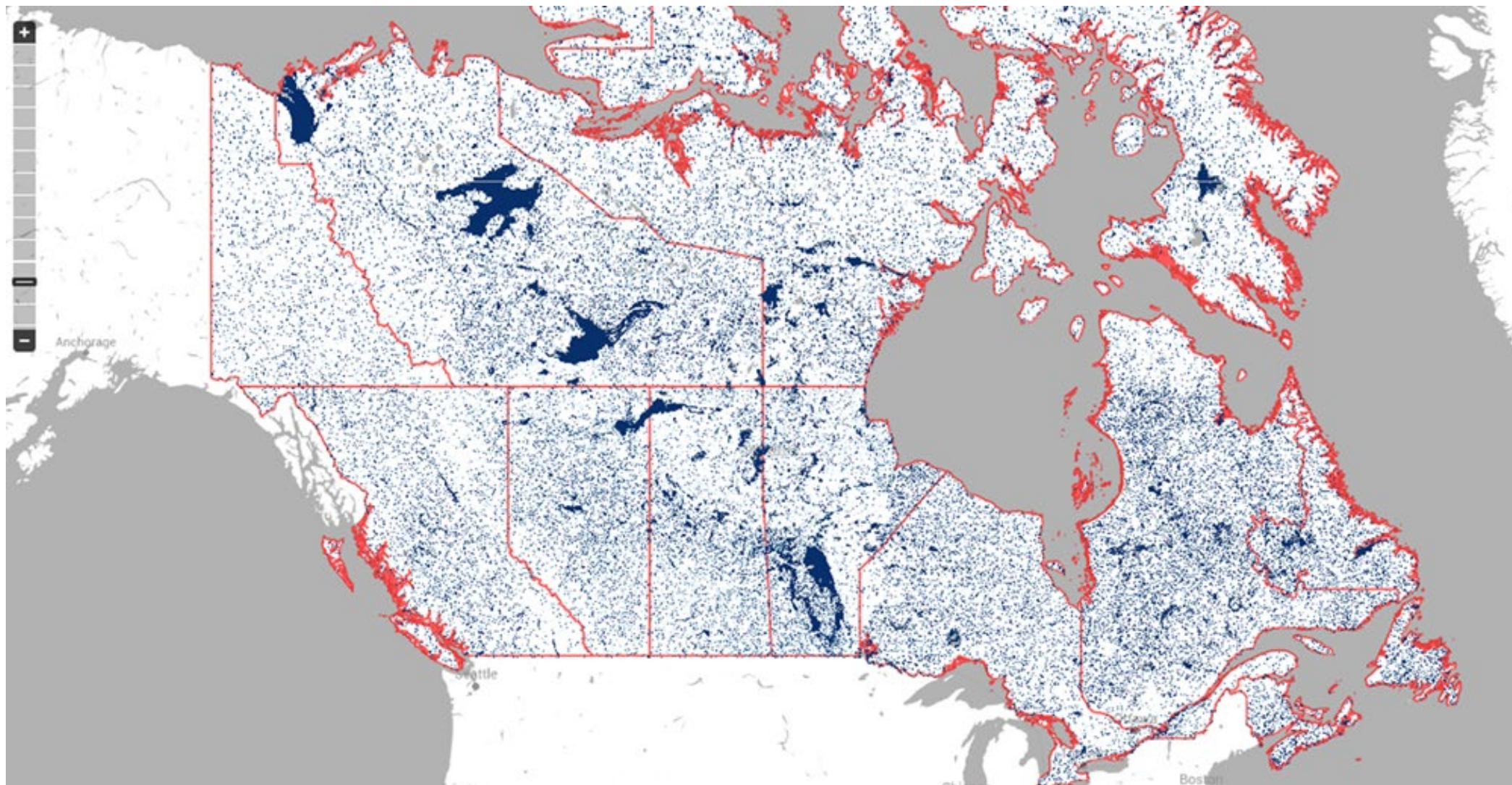
Sommaire des enjeux actuels

ASSUREURS

- La disponibilité et l'accessibilité de l'assurance pour les propriétés à haut risque nécessitent un partage des risques financiers entre toutes les parties prenantes :
 - Gouvernement, assureurs, consommateurs
- Vétusté des infrastructures qui ne suffisent plus à la tâche
- Construction et reconstruction en zone inondable
- Une tarification basée sur le risque fonctionne pour la plupart des propriétés, mais pas pour celles situées dans les zones à plus haut risque
- Une cartographie inégale



Le défi de la cartographie





Préoccupations des assureurs

Manque d'information sur les impacts réels et précis des changements climatiques sur le risque d'inondation (données prédictives)

Manque de données sur les lieux propices aux embâcles

Manque d'information sur la vulnérabilité des bâtiments

- Vulnérabilité des points d'entrée d'eau dans les propriétés
- Types de fondation
- Fenêtres au sous-sol
- Présence d'un garage

Manque de fiabilité (vétusté) de la cartographie du gouvernement

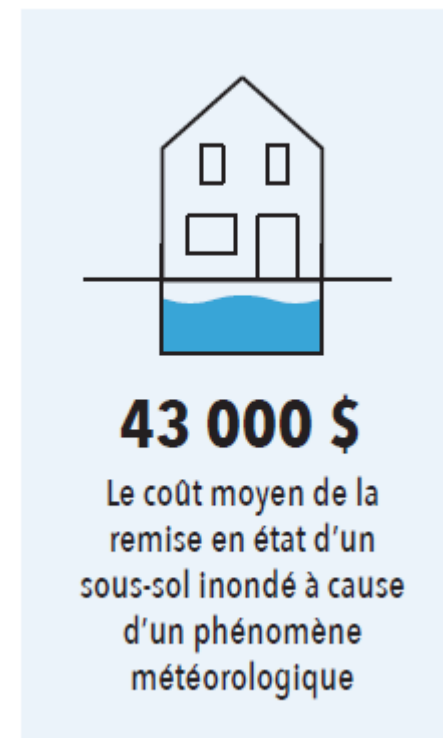
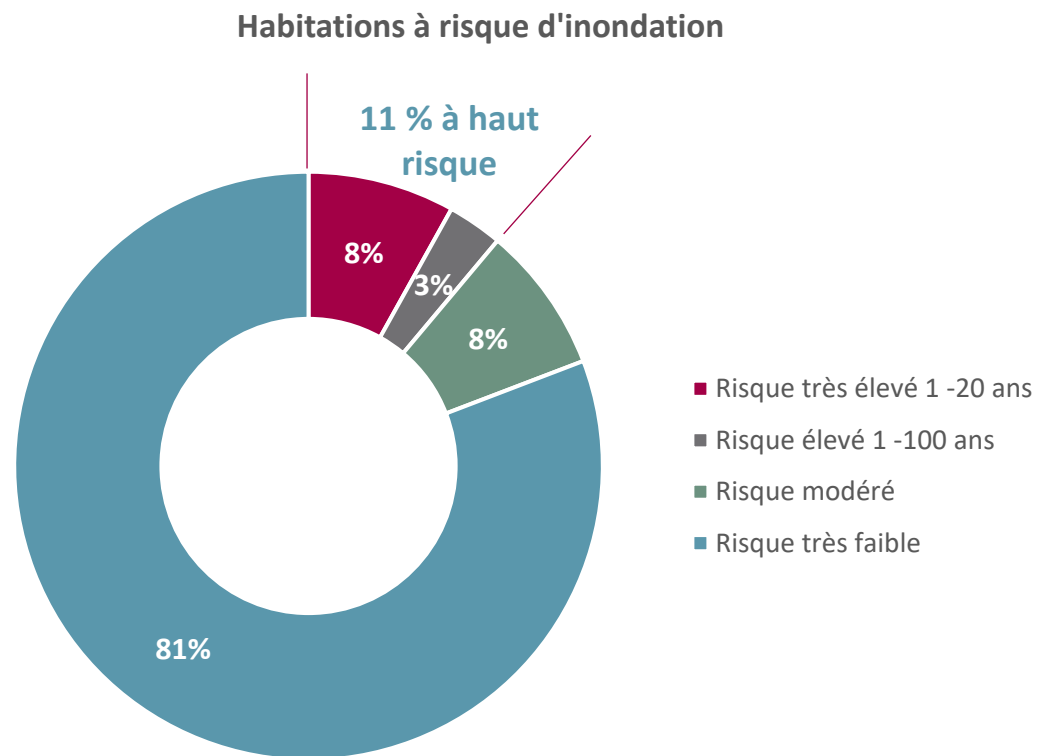
- Utilisation de cartes produites par des firmes privées



Les travaux du BAC sur l'inondation et les catastrophes naturelles



Les habitations à risque d'inondation au Canada



Université de Waterloo et Centre Intact d'adaptation au climat, *Nager sur place: les effets des inondations catastrophiques sur le marché de l'habitation au Canada*, février 2022, https://www.centreintactadaptationclimat.ca/wp-content/uploads/2022/02/UoW_CIAC_2022_02_Nager-sur-place_Marche-habitation.pdf

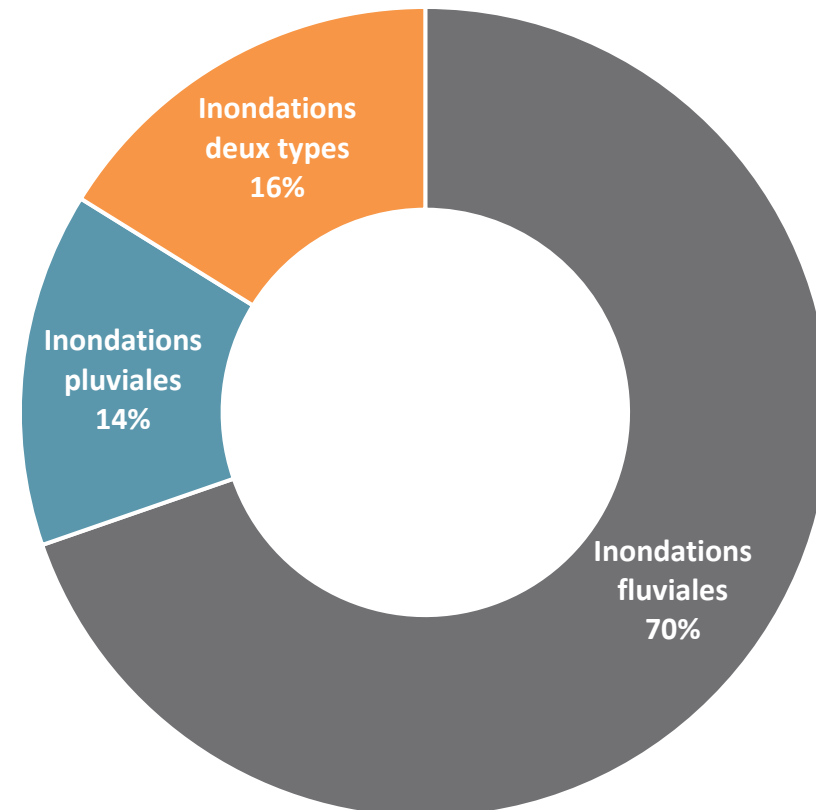


Les habitations à risque au Québec

Au Québec, **20 % des propriétés résidentielles** à risque d'inondation (sur 1,7 M)

- 340 K propriétés à risque d'inondation
 - 239 K propriétés exposées aux inondations fluviales
 - 50K propriétés exposées aux inondations pluviales
 - 56K propriétés exposées aux deux types

Au Québec, le risque est d'origine...





Le plan d'action national du BAC sur l'inondation présenté au gouvernement fédéral

Objectifs :

- Sortir les gens des zones à risque (retrait préventif/stratégique, ne pas construire ou reconstruire en zone inondable)
- Actualiser la cartographie et sensibiliser les Canadiens aux risques d'inondation
- Investir dans les mesures contre les inondations (infrastructures grises et naturelles, protéger les terres agricoles, etc.)
- Offrir à tous les Canadiens l'accès à une assurance abordable
- Réviser les lois et règlements en matière d'utilisation du territoire

Les inondations coûtent maintenant plus cher aux Canadiens que tout autre problème climatique.



Avec le gouvernement fédéral et autres organismes

Milite et appuie le fédéral en faveur d'une stratégie nationale d'adaptation du Canada (changements climatiques et météo extrême)

- Mettre en place un fonds (backstop) et pool d'assurance

Partenariat avec la Fédération canadienne des municipalités (FCM)

- L'adaptation au climat coûte aux municipalités 5,3 G\$ par année

Partenariat avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)

- Élaborer un cadre pour communiquer les risques naturels et les risques climatiques aux propriétaires
- Élaborer des outils à utiliser dans l'ensemble du secteur financier



Avec le gouvernement fédéral et autres organismes

Favoriser les mesures et infrastructures naturelles

- Restaurer les milieux humides sur les terres agricoles
- Protéger les bassins versants par des moyens naturels
- Protéger et restaurer les berges et les côtes

<http://www.ibc.ca/qc/disaster/water/flooding-in-canada>

Recherches et études en collaboration avec l'Université de Waterloo et du Centre Intact de l'adaptation au climat

<https://www.centreintactadaptationclimat.ca/>

Institut de prévention des sinistres catastrophiques

<https://www.iclr.org/> (conseils avancés aux consommateurs pour protéger leur habitation)



Questions